

Union des syndicats du canton
de Genève
Parti du Travail
Parti socialiste genevois
Syndicat interprofessionnel
de travailleuses et travailleurs

1^{er} Mai 1989

LOGEMENTS SOCIAUX QUALITÉ DE LA VIE

14 h 30 CORTÈGE

Rassemblement du cortège: boulevard James-Fazy.

ITINÉRAIRE:

Boulevard James-Fazy - rue de Chantepoulet - rue du
Mont-Blanc - place du Port - rue du Rhône - place Bel-Air
- ~~place de Hollande - rue Diday - place Neuve - rue du~~
~~Conseil-Général - rond-point de Plainpatais - avenue~~
Henri-Dunant - Monument du 9 novembre 1932 - boulevard
du Pont-d'Arve - pont des Acacias - quai des Vernets - patinoire.

Quai: de la Poste
Bd. G. Favon

16 h 30 MANIFESTATION PUBLIQUE

Patinoire des Vernets
Présidence: André Baudois
Orateur: Micheline Calmy-Rey
présidente du PSG

Le 1^{er} mai est l'occasion de dire avec force la nécessité d'une solidarité renouvelée de toutes les catégories de travailleurs et de travailleuses en Suisse et dans le monde. Cette année les salariés sont confrontés plus particulièrement à la crise du logement et à la dégradation des services publics voulue par la droite.

LOGEMENTS BON MARCHÉ QUALITÉ DE LA VIE

La crise du logement accentue les inégalités économiques et sociales. Les jeunes familles, les familles nombreuses, les personnes âgées, les handicapés, les saisonniers, les personnes seules avec des enfants et de manière générale, les personnes à revenus faibles ou moyens sont gravement touchés.

La hausse massive des loyers chaque fois qu'il y a changement de locataire, accroît régulièrement le nombre des exclus du marché du logement.

Des centaines de locataires reçoivent des congés qui sont donnés dans des buts purement spéculatifs par leurs bailleurs. Des affairistes sans scrupules organisent la pénurie. Ils vident les logements pour faire encore plus d'argent.

La spéculation immobilière empoisonne l'économie. Certaines entreprises font l'objet de raids financiers dont le seul but est de s'approprier la plus-value de leurs patrimoines immobiliers. Des industries importantes sont incitées à liquider leurs activités pour permettre à une poignée de nantis de vendre leurs terrains à des prix fabuleux.

La spéculation foncière dégrade la qualité de la vie, en favorisant la construction de locaux administratifs au détriment du logement; en réduisant la qualité des logements, notamment leur surface habitable; en favorisant l'entassement du plus grand nombre de locaux sur la plus petite surface possible, sans égard pour les équipements collectifs et les espaces verts. Les banques et les partis de droite sont d'accord: les unes financent les pires spéculations foncières, les autres s'opposent au maintien et au développement du logement social et cherchent même à démanteler le contrôle des prix des terrains en zone de développement, seul moyen pour construire des logements bon marché.

NON À LA DÉGRADATION DES SERVICES PUBLICS

Ce sont les mêmes milieux de droite qui entendent réglementer les conditions de travail du personnel des services publics. Les associations patronales du secteur privé cherchent à faire croire que les travailleurs du secteur public sont une caste privilégiée, et tentent de dresser les travailleurs les uns contre les autres.

En réalité, ils veulent déréglementer les conditions de travail dans le secteur public comme dans le privé, introduire le salaire au mérite, augmenter les traitements des hauts cadres de l'Etat, mais bloquer les salaires des basses classes, donner une impulsion au mouvement de privatisation des services publics.

Les salariés de la fonction publique sont depuis toujours au service de la population. Ils ne demandent qu'à continuer à travailler de la même manière.

Le projet de loi des patrons s'attaque aux libertés syndicales et aux conditions de travail dans le secteur public. Il met en danger les prestations aux usagers, par exemple, en matière de santé publique et de formation.

Nous, travailleurs et travailleuses, nous réaffirmons qu'il ne saurait y avoir de justice sociale sans sécurité du logement. Nous continuerons à nous battre pour mettre fin à la spéculation foncière et pour que des logements bon marché soient construits en suffisance.

Nous ne céderons pas aux pressions exercées par les associations patronales du secteur privé. Nous nous mobiliserons et nous ferons échouer, le 4 juin, le projet de loi patronal contre la fonction publique.